



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 4 – 27 janvier 2023

## Sommaire

### Fait marquant

- La pression s'intensifie sur les fournisseurs d'énergie qui imposent à leurs clients de passer à un compteur prépayé

### Climat & Energie

- La *Competition and Markets Authority* souhaite autoriser les ententes positives pour la lutte contre le changement climatique
- Pour la deuxième fois de l'hiver, *National Grid* a payé les consommateurs pour qu'ils réduisent leur consommation d'électricité
- Le Labour précise son programme énergétique

### Environnement

- Le ministère de l'agriculture publie les détails de son nouveau régime d'aide
- Le président de l'*Environment Agency* appelle à une meilleure protection et restauration du littoral

### Industrie

- La *Confederation of British Industry (CBI)* appelle le gouvernement à se doter d'un plan plus robuste pour soutenir l'économie verte
- La commission parlementaire des Comptes publics invite la *UK Infrastructure Bank (UKIB)* à préciser ses objectifs
- Le gouvernement envisagerait d'octroyer une aide à l'industrie sidérurgique
- Le Brexit aurait conduit à une plus forte hausse des coûts de construction au R-U que dans l'UE

### Transports

- Le gouvernement pourrait décider de réduire ou de ralentir le projet de ligne à grande vitesse HS2 pour limiter la dérive de son coût
- Les premiers bus autonomes devraient circuler au R-U d'ici quelques mois

- *Eurostar* fait part de ses difficultés persistantes dans un contexte post-Brexit
- Le gouvernement dépose un projet de législation secondaire visant à réformer les limites maximales de poids des véhicules poids lourds « *propres* »

## Fait marquant

### La pression s'intensifie sur les fournisseurs d'énergie qui imposent à leurs clients de passer à un compteur prépayé

Dans un [courrier](#), le ministre chargé de l'énergie, Grant Shapps, a appelé les fournisseurs d'énergie à mettre volontairement fin à la pratique – légale – d'imposer aux consommateurs de passer à un compteur prépayé, celle-ci ne devant s'envisager qu'en ultime recours. Dans le [cadre actuel](#), les fournisseurs ne peuvent en effet forcer leurs clients à passer à un compteur prépayé qu'après avoir exploré toutes les voies possibles pour les aider financièrement et effectué toutes les diligences nécessaires pour protéger les consommateurs les plus vulnérables. Grant Shapps a également invité les fournisseurs à faire preuve de plus de souplesse envers leurs clients en difficulté et a promis de dénoncer publiquement les moins indulgents. De son côté, la députée travailliste et chancelière fantôme, Rachel Reeves, a demandé un moratoire sur le passage forcé aux compteurs prépayés. Le directeur général de l'*Ofgem*, le régulateur des marchés de l'énergie, a par ailleurs annoncé l'ouverture d'une enquête afin de s'assurer que les fournisseurs avaient bien entrepris toutes les diligences nécessaires.

L'organisation représentative du secteur de l'énergie, *Energy UK*, s'est étonnée de cette prise de position du ministre alors que les fournisseurs sont déjà contraints d'avoir épuisé toutes les options avant d'imposer le passage à un compteur prépayé. Elle alerte en outre sur le risque de hausse des arriérés de paiement, dont le coût pourrait être *in fine* partagé entre tous les consommateurs.

*Scottish Power*, qui compte plus de 5 millions de clients, s'est déjà engagé à ne pas lancer de procédures de recouvrement de dettes à l'encontre des clients disposant d'un compteur prépayé, tandis que *British Gas* a annoncé ne plus forcer les clients d'un compteur communiquant de passer à un abonnement prépayé, sauf à leur demande.

## Le chiffre de la semaine

- 9,5 %

Le nombre de services locaux de [bus](#) aurait diminué de 9,5 % entre janvier 2022 et 2023, selon une analyse du *Guardian* des données des *Traffic Commissioners*, organisme responsable de l'enregistrement de ces services. La fin d'ici avril des aides d'urgence du gouvernement, en place depuis le printemps 2020, pourrait conduire à de nouvelles suppressions de services, plusieurs routes n'étant pas commercialement viables.



## Le graphique de la semaine

### CAR MANUFACTURING

	Dec-21	Dec-22	% change	YTD-21	YTD-22	% change
<b>Total</b>	62,310	51,168	-17.9%	859,575	775,014	-9.8%
<b>Home</b>	16,091	12,074	-25.0%	153,749	168,176	9.4%
<b>Export</b>	46,219	39,094	-15.4%	705,826	606,838	-14.0%
<b>% export</b>	74.2%	76.4%		82.1%	78.3%	

Selon les dernières données de la *Society of Motor Manufacturers and Traders (SMMT)*, la production [automobile](#) britannique a reculé de 9,8 % en 2022 par rapport à 2021. Elle a été inférieure de 40,5 % par rapport à 2019, une situation qui, selon la fédération, s'explique en partie par la pénurie mondiale de semi-conducteurs et les perturbations des chaînes d'approvisionnement liées aux confinements en Chine. Les véhicules électriques et hybrides demeurent le marché le plus dynamique et représentent 44,7 % des exportations en valeur du R-U, soit une multiplication par 7 depuis 2017. L'UE reste le premier marché à l'export avec 57,6 % des exportations. Face à ces difficultés, et afin de réussir sa transition bas carbone, le secteur a renouvelé ses appels à un soutien public face aux prix de l'énergie, aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée et à une hausse des politiques protectionnistes. A l'inverse, la production de véhicules à usage [commercial](#) a augmenté de 39,3 % en 2022, atteignant son plus haut niveau depuis 2012. La *SMMT* note toutefois que des perturbations sur les chaînes mondiales d'approvisionnement et des difficultés logistiques ont conduit à une baisse de la production de 23,6 % en décembre, après 11 mois de hausse consécutifs.

## Climat & Energie

**Flash** – Selon le [FT](#), la baisse des prix du gaz pourrait réduire de 840 M£ le coût de la nationalisation temporaire de *Bulb*, dont la borne haute est estimée entre 4,5 Md£ par le gouvernement et à 6,5 Md£ par l'*Office for Budget Responsibility*.

**Flash** – [Redrow](#), un des plus grands promoteurs immobiliers britanniques (5 000 logements construits par an), s'engage à ne plus installer des chaudières à gaz dans ses nouveaux projets dès 2023 ; ils seront désormais équipés de pompes à chaleur. Les acteurs du secteur s'attendent à l'annonce prochaine par le gouvernement d'une interdiction des chaudières à gaz dans les nouveaux logements à compter de 2025.

**Flash** – Dans un [courrier](#) adressé au ministre chargé de l'énergie et au régulateur *Ofgem*, l'*Association of Convenience Stores*, la *Federation of Small Businesses* et *UK Hospitality* ont

regretté l'absence de ciblage de la baisse des aides aux entreprises à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023, annoncée par le Chancelier de l'Echiquier. Elles demandent en conséquence un droit pour les entreprises les plus vulnérables de renégocier les contrats signés lorsque les prix étaient les plus élevés, de façon à mieux refléter la baisse des prix de gros récemment observée.

## La Competition and Markets Authority souhaite autoriser les ententes positives pour la lutte contre le changement climatique

Sous la pression de plusieurs groupes représentant des acteurs économiques, la nouvelle présidente de la *Competition and Markets Authority* (CMA), Sarah Cardelle, a annoncé un [assouplissement des règles encadrant les ententes entre entreprises pour encourager la lutte contre le changement climatique](#). Dans le cadre actuel, les ententes ne sont autorisées qu'à la double condition qu'elles apportent un impact positif sur la production ou le progrès économique plus important que leurs coûts, d'une part, et qu'elles se fassent majoritairement au profit du consommateur, d'autre part. Plusieurs investisseurs craignaient par exemple que le cadre actuel ne permette pas aux entreprises de s'accorder pour ne plus financer de nouvelles centrales à charbon. En conséquence, la CMA lancera le mois prochain une consultation sur la possibilité de ne pas sanctionner les ententes qui auraient un effet positif substantiel et démontrable dans la lutte contre le changement climatique. La Commission européenne a déjà publié un projet similaire.

## Environnement

**Flash** – *Nest* et *Cushon*, deux fonds de pension britannique, représentant 26 Md£ d'actifs sous gestion, cherchent à développer de nouveaux mécanismes permettant de financer la protection et la restauration des forêts.

**Flash** – L'ONG *Heal* a acquis un terrain de 460 acres dans le Somerset pour la création d'une réserve naturelle. Elle projette de développer dans chaque comté des projets similaires de restauration de la nature.

## Le ministère de l'agriculture publie les détails de son nouveau régime d'aide

Le ministère chargé de l'agriculture a publié des précisions, très attendues des professionnels, sur le nouveau dispositif *Sustainable Farming Incentive* qui fait partie des *Environmental Land Management Schemes* (ELMS), censés remplacer progressivement les paiements directs issus de la politique agricole commune pour l'Angleterre, via une logique de paiement pour service rendu (« *public money for public goods* »). Répondant aux critiques ciblant la lenteur du déploiement du nouveau dispositif et son manque d'attractivité, le gouvernement annonce ainsi la possibilité pour les agriculteurs de bénéficier dès 2023 de 6 nouvelles catégories (ou « normes ») d'aide qui couvrent notamment les haies, la lutte intégrée contre les parasites, la gestion des terres arables et horticoles et l'amélioration des prairies. L'évolution du *Countryside Stewardship* (dispositif pré-existant du second pilier de la PAC, qui est repris dans une nouvelle version au sein des ELMS) est également précisée avec l'annonce de revalorisation de certains montants forfaitaires. Pour



mémoire, le gouvernement conservateur s'est engagé à maintenir le budget de la politique agricole anglaise à 2,4 Md£ par an sur la législature.

## Le président de l'Environment Agency appelle à une meilleure protection et restauration du littoral

A l'occasion de la présentation du rapport annuel sur l'état de l'environnement, le président de l'Environment Agency, Alan Lovell, a plaidé pour un accroissement des efforts de protection et de restauration des environnements côtiers et maritimes. Le réchauffement climatique aurait en effet causé la disparition de 85 % des prés-salés, 50 % des prairies d'algue et 95 % de la population d'huitres indigènes depuis les années 1800 en Angleterre. Par ailleurs, 100 000 personnes vivent dans des zones présentant un risque significatif d'inondations, un chiffre qui devrait quadrupler au cours du siècle. Le président s'est félicité néanmoins des nombreuses actions entreprises par l'Environment Agency pour restaurer les écosystèmes littoraux, à l'exemple de l'initiative *Restoring Meadow Marsh and Reef* qui vise à restorer au moins 15 % des habitats estuariens et côtiers d'ici 2043.

## Industrie

**Flash** – Plus d'une centaine de projets ont été sélectionnés dans le cadre de la deuxième phase du [Levelling up fund](#) pour un total de 2,1 Md£. Le gouvernement a été accusé d'avoir largement favorisé les circonscriptions conservatrices, au détriment de certains territoires plus défavorisés. Les collectivités locales ont également souligné que ces fonds ne compensaient pas les réductions successives de leurs [budgets depuis 2010](#).

**Flash** – *Recharge Industries*, une start-up australienne, a fait une offre « non contraignante » pour reprendre le site où *BritishVolt* prévoyait d'ouvrir sa [gigafactory](#), afin d'y implanter une usine de production de batteries électriques.

## La Confederation of British Industry (CBI) appelle le gouvernement à se doter d'un plan plus robuste pour soutenir l'économie verte

Dans un entretien au *Financial Times*, le directeur général de la [CBI](#) Tony Danker souligne que le R-U creuse son retard par rapport aux Etats-Unis et à l'Union européenne en matière de soutien public aux investissements verts. En réponse à l'*Inflation Reduction Act* américain, l'UE s'est en effet engagée la semaine dernière à des investissements « sans précédent » dans les industries vertes. Afin d'éviter une fuite des investissements verts vers les Etats-Unis ou l'UE, et reconnaissant que le R-U ne peut accorder autant de subventions que les Etats-Unis, Tony Danker invite le gouvernement britannique à recourir aux subventions mais aussi à la dérégulation (assouplissement des règles d'aménagement pour favoriser l'implantation de fermes éoliennes terrestres et maritimes par exemple). La *CBI* propose de mettre en œuvre des subventions de type « *contracts for difference* » pour les technologies « les plus prometteuses » comme l'hydrogène, les carburants aériens de synthèse ou les procédés de capture et stockage du carbone. La *CBI* a par ailleurs publié son [étude mensuelle](#) sur l'industrie manufacturière. Si

certaines éléments, comme le volume de production et de commande, se stabilisent par rapport à l'édition précédente, les entreprises du secteur rencontrent toujours des difficultés (recrutement, inflation, prix de l'énergie) et les intentions d'investissement pour 2023 sont « *mitigées* ». Les entreprises interrogées prévoient d'investir en priorité dans la formation ainsi que dans les installations et machines.

## La commission parlementaire des Comptes publics invite la UK Infrastructure Bank (UKIB) à préciser ses objectifs

Lancée en juin 2021, UKIB a pour objectif d'aider à financer des investissements en lien avec la décarbonation de l'économie et les priorités du *levelling up*. Le [rapport](#) note que, malgré un objectif d'indépendance, l'établissement est toujours très dépendant du Trésor, qui lui a fixé un budget de 22 Md£ sur cinq ans. UKIB ne dispose pour l'instant que de 16 employés permanents, pour un objectif de 320 employés d'ici septembre 2023 ; les 150 employés restants sont des contractuels ou sont détachés du Trésor. Le rapport souligne également que UKIB ne semble pas avoir apporté de valeur ajoutée spécifique lors de ses 18 premiers mois d'existence. Les dix projets ayant reçu des financements sont plutôt classiques (déploiement de la fibre, fermes solaires) et ont assez facilement accès à des financements privés. Afin que UKIB atteigne sa « *vitesse de croisière* » d'ici l'automne 2023, la commission des Comptes publics recommande notamment de définir un calendrier et une stratégie d'investissement clairs, de publier un document précisant les relations entre UKIB et les différents ministères ainsi que, d'ici mars 2024, un rapport sur la mise en œuvre de cibles et indicateurs de performance.

## Le gouvernement envisagerait d'octroyer une aide à l'industrie sidérurgique

Selon des informations reprises par plusieurs [journaux](#) britanniques, *Tata Steel* et *British Steel* (propriété du groupe chinois *Jingye*) pourraient bénéficier d'une aide dont le total s'élèverait à 600 M£. Les deux groupes, premiers producteurs d'acier au R-U, tentent depuis plusieurs mois d'obtenir auprès du gouvernement des plans de sauvetage et menaçaient de fermer leurs aciéries britanniques en raison des prix élevés de l'énergie et de la forte concurrence internationale. Toujours selon la presse, les subventions envisagées serviraient à financer la hausse des factures énergétiques mais aussi à encourager les deux groupes à développer des procédés de production d'acier « vert », plus économes que les procédés utilisés actuellement. Ces aides seraient conditionnées à des investissements dans les sites de production britanniques et l'engagement de les garder en activité au moins jusqu'en 2030. Selon des informations du *FT*, le gouvernement envisagerait de compléter ce soutien financier par la mise en œuvre d'une taxe [carbone](#) aux frontières qui pourrait s'inspirer du mécanisme européen.

## Le Brexit aurait conduit à une plus forte hausse des coûts de construction au R-U que dans l'UE

D'après une analyse des données statistiques des Etats membres de l'UE, d'*Eurostat* et du ministère britannique des Entreprises (*BEIS*), le coût des matériaux de [construction](#) aurait augmenté de 60 %, contre 35 % dans l'UE. La hausse des coûts du travail dans ce secteur aurait été de 30 % au R-U entre 2015 et 2021 contre environ 14 % dans des pays comme le Danemark ou les Pays-Bas. L'UE ayant rencontré des difficultés similaires (Covid, conflit en Ukraine, hausse

des prix de l'énergie), ces différences s'expliqueraient principalement par les effets du Brexit (départ des travailleurs européens, nouvelles formalités douanières pour les marchandises, etc.).

## Transports

**Flash** – La start-up [ZeroAvia](#) a réussi à faire voler un avion de 19 places fonctionnant à l'hydrogène, une première mondiale pour un avion de cette taille.

**Flash** – [EasyJet](#) a enregistré un nombre « record » de réservations en janvier malgré la crise du coût de la vie. Le mois de janvier se traduit généralement par un pic de réservations en vue des vacances d'été.

**Flash** – Dans le cadre de l'accord de financement conclu avec le ministère de Transports (*DfT*), [Transport for London \(TfL\)](#) doit faire des propositions visant à réformer le système de retraites des conducteurs de métro. Le gouvernement a prolongé du 31 janvier au 28 février la date limite pour soumettre ces propositions.

**Flash** – Le *DfT* a publié le nom des membres de la nouvelle promotion d'« [ambassadeurs de l'aviation](#) ». Ce programme s'inscrit dans le cadre plus large de *Generation aviation*, campagne à laquelle collaborent le gouvernement et le secteur de l'aviation pour développer les compétences nécessaires à « *l'industrie aéronautique du futur* ».

## Le gouvernement pourrait décider de réduire ou de ralentir le projet de ligne à grande vitesse HS2 pour limiter la dérive de son coût

Selon le journal [The Sun](#), en raison de la forte inflation, les dirigeants de HS2 envisageraient de réduire le projet, notamment en reportant la mise en service du terminus d'Euston (centre de Londres) à 2038 ou en le supprimant complètement au profit d'un terminus à Old Oak Common, dans la banlieue ouest de la ville. La semaine dernière, le ministère des Transports avait mis en garde contre des « *décisions difficiles* » pour HS2 dans les semaines à venir. Selon des rumeurs, un report de deux à cinq ans de l'ensemble du projet serait également envisagé, de manière à en réduire le coût. La phase 1 du projet, dont le coût est évalué à 44 Md£, pourrait dépasser 50 Md£, voire 60 Md£, compte tenu de la très forte augmentation des prix dans le secteur de la construction. Selon le journal, de nombreux sous-traitants auraient averti *HS2 Limited* qu'ils ne pouvaient pas remplir leurs contrats en raison de la hausse des coûts du béton, de l'acier et de la main-d'œuvre.

## Les premiers bus autonomes devraient circuler au R-U d'ici quelques mois

Un minibus [autonome](#) de la compagnie de bus *First Bus* a pour la première fois transporté des passagers, dans le parc d'activités de Milton Park. La compagnie prévoit de commencer plus tard dans l'année des trajets dans un bus autonome entre la zone d'activités et la gare de Didcot Parkway, où circulent des services réguliers entre Oxford et Londres. Un conducteur sera malgré tout présent afin d'assister les passagers et de reprendre le contrôle du véhicule si besoin. D'un montant de 4,3 M£, le projet a reçu un financement de 3 M£ de l'agence d'innovation *Innovate*



UK. Selon *First Group* ce premier essai doit permettre d'évaluer les attitudes et attentes des consommateurs vis-à-vis de ces bus autonomes. La compagnie de bus *Stagecoach* a elle-aussi testé un trajet en bus autonome, près d'Edimbourg, dont la mise en service est prévue au printemps.

## Eurostar fait part de ses difficultés persistantes dans un contexte post-Brexit

La directrice générale d'*Eurostar* Gwendoline Cazenave a expliqué que les délais de contrôle aux frontières avaient augmenté de près de 30 % depuis le Brexit, conduisant l'entreprise à limiter son offre de capacité à environ 70 % de son niveau pré-Covid, malgré une forte demande pour les modes de transports « verts ». Les obligations de contrôle supplémentaires depuis 2021 et l'insuffisance des personnels chargé des contrôles d'identité contraignent par exemple *Eurostar* à réduire d'un tiers le nombre de places proposées à la vente sur certains trains, notamment en début de journée. *Eurostar* craint que ces difficultés ne s'accroissent avec l'entrée en vigueur du système européen de contrôles aux frontières, *Entry Exit System (EES)*, qui était prévue en mai et a été finalement reportée en novembre. Le groupe a par ailleurs dévoilé son nouveau logo à la suite de sa fusion avec *Thalys* l'année dernière. Les deux compagnies, qui opèrent désormais toutes les deux sous le nom d'*Eurostar*, proposeront un système unifié de réservations dès octobre.

## Le gouvernement dépose un projet de législation secondaire visant à réformer les limites de poids maximal des véhicules poids lourds « propres »

Les groupes moteurs et certains équipements (ex : réservoir pour les véhicules fonctionnant au biométhane ou à l'hydrogène) sont plus lourds dans les véhicules électriques ou à propulsion alternative que dans les véhicules thermiques. Cela représente un inconvénient pour les véhicules poids lourds qui peuvent ainsi transporter un moindre volume de marchandises/moins de charge utile. Pour réduire cette contrainte, le ministère des Transports (*DfT*) a présenté un [texte](#) prévoyant d'augmenter la limite du poids maximal autorisé de deux tonnes pour les véhicules électriques et d'une tonne pour les véhicules à propulsion alternative. La limite maximale de 44 tonnes resterait toutefois inchangée de même que les limites s'appliquant aux camions à simple essieu.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)